

Moi, albanophone et intégré

> **Population** Ils sont près de 250 000 en Suisse. La majorité sont Kosovars

> Si des clichés demeurent, les exemples de réussite ne sont plus rares

> Une «Assemblée des Albanais de Suisse» vient de voir le jour

Texte: Valérie de Graffenried
Photos: Véronique Botteron

Ils ont beau être là depuis dix ou vingt ans, ils peinent encore parfois à se débarrasser de clichés, tenaces. Environ 250 000 albanophones vivent en Suisse: 190 000 sont des Kosovars, 50 000 des Macédoniens, 10 000 des Albanais de Serbie, 2000 viennent d'Albanie et environ autant du Monténégro. La plupart sont arrivés dans les années 90 pour fuir les événements des Balkans, le pic ayant été atteint en 1998 et 1999, avec l'arrivée de 50 000 réfugiés kosovars. D'autres ont émigré plus tôt, dès les années 60, comme simples saisonniers, puis par le biais du regroupement familial.

«Ils commencent à acheter des biens immobiliers et sont plus nombreux à se naturaliser»

Et qu'ils soient naturalisés ou non, installés depuis de longues années dans le même village ou pas, ils se voient encore trop souvent assimilés à des «chauffards», «trafi-quants» ou «magouilleurs». Le récent rapport de Dick Marty accusant le premier ministre du Kosovo Hashim Thaçi et d'autres ex-membres de l'UCK, l'Armée de libération du Kosovo, de trafics d'organes, n'a pas vraiment contribué à redorer l'image des Kosovars. A cela s'ajoutent les préjugés liés à l'islam. Or, les exemples d'intégration rapide et d'ascension sociale réussie ne sont pas difficiles à trouver. Nous avons choisi de raconter six trajectoires originales, du plongeur devenu patron de restaurant à la jeune socialiste élue au parlement lucernois, en passant par une psychiatre devenue cheffe de clinique.

Une étude commandée par l'Of-fice fédéral des migrations sur les Ko-

sovars en Suisse, parue en août 2010, souligne la faible qualification de la majorité d'entre eux. Doù une intégration difficile sur le marché du travail. Les discriminations à l'embauche ne facilitent pas les choses. De même que certaines mesures, comme dans le domaine des assurances auto où les ressortissants des Balkans doivent parfois payer une prime plus élevée, qui ne font que stigmatiser davantage cette popula-tion.

Mais l'étude donne aussi l'exem-ple de simples salariés qui, à force de persévérance et de travail, ont su se hisser à des postes à responsabilités. Et confirme que les entrepreneurs albanophones ne sont plus rares. Après s'être lancés dans le tourisme, puis dans l'édition (publication de journaux kosovars), le bâtiment, l'horticulture et la gastronomie, ils se sont aussi tournés récemment

vers les assurances. Malgré certaines difficultés. «Je connais des chefs d'en-treprise qui ont bien réussi, mais cer-tains pensent aussi qu'engager des gens au noir leur permettra de faire plus de profit», témoigne l'avocat Asllan Karaj, qui tient un cabinet de conseil à Lausanne. «J'essaie de leur expliquer qu'il y a des démarches et des cotisations à respecter en Suisse.»

L'étude conclut sur une note posi-tive: le processus d'intégration des immigrés kosovars devrait suivre une évolution comparable à celle des migrants italiens et espagnols. Lentement, mais sûrement. «Le pro-cessus d'intégration s'est accéléré dès la fin de la guerre, mais s'est en-core accentué avec l'indépendance du Kosovo en 2008», commente Naim Malaj, ambassadeur du Ko-sovo à Berne. «Avant la guerre, les Kosovars étaient physiquement ici mais leur esprit était encore «là-

bas». Aujourd'hui, ceux qui déci-dent de rester en Suisse peuvent en-fin s'y projeter vraiment: ils investis-sent dans l'éducation de leurs enfants, commencent à acheter des biens immobiliers et sont toujours plus nombreux à se naturaliser. C'est un signe.» Naim Malaj a lui-même connu une ascension aussi rapide que surprenante dès la proclama-tion de l'indépendance du Kosovo. Travailleur social à Genève, il a été, presque du jour au lendemain, ap-pelé à exercer la fonction d'ambas-sadeur à Berne, alors que rien ne l'y prédestinait.

Bashkim Iseni, qui dirige le site internet *Albinfo*, tient un discours si-milaire. Les Kosovars se sont bien li-bérés d'un poids depuis la fin de la guerre, dit-il, mais beaucoup, après s'être investis pour soutenir la cause nationale, sont écoeurés par la cor-ruption qui sévit dans leur pays et

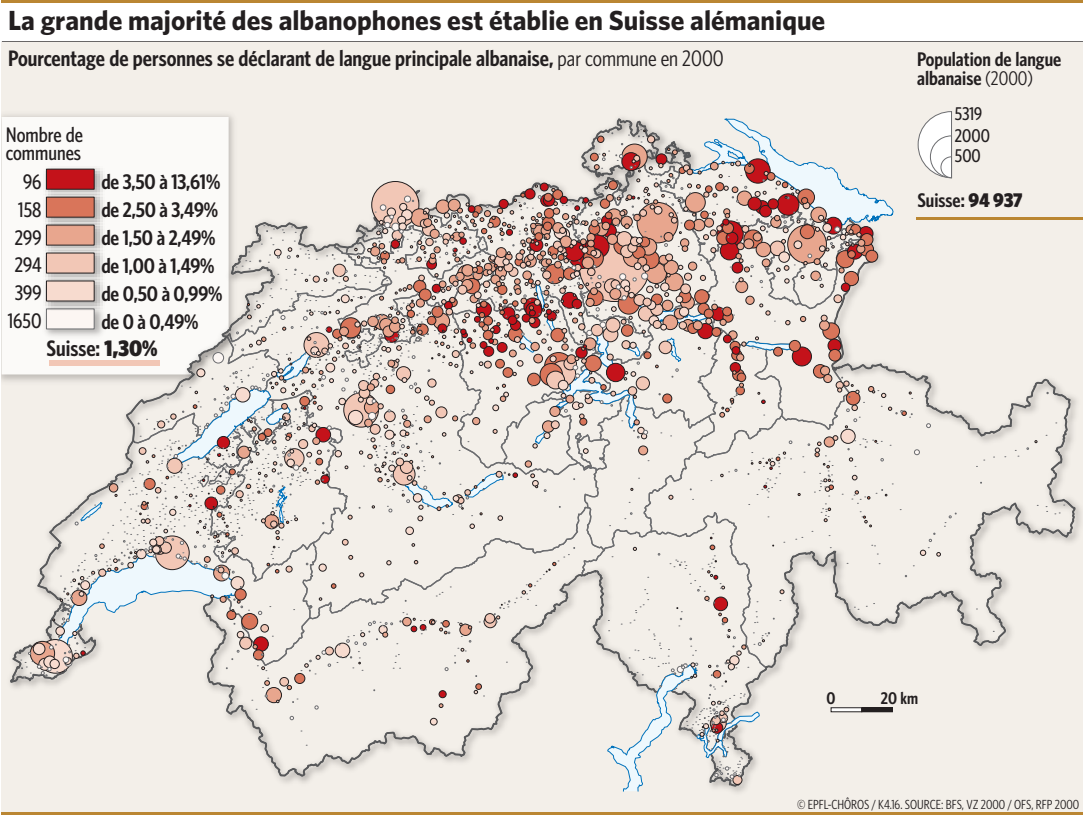
décus par une classe dirigeante qui ne parvient pas à redresser le pays économiquement. Voilà qui ren-force encore leur volonté de cons-truire leur avenir en Suisse. «Je con-nais beaucoup de gens qui, partis de rien, ont gravi les échelons à force de persévérance. Il y aurait par ailleurs aujourd'hui plus de 1000 étudiants albanophones dans les universités suisses alors que, dans les années 90, j'étais un des seuls. Tout cela est très encourageant!» commente-t-il.

L'intégration grandissante des Al-banophones se révèle aussi à travers une organisation plus visible, mieux structurée de la diaspora. Les asso-ciations culturelles sont nombreuses et le rôle de l'Université populaire albanaise ou de la «Albanian Inter-

«Il y aurait plus de 1000 albanophones dans les universités; dans les années 90, j'étais un des seuls»

national Scholarship Foundation», basées à Genève, connu. Mais depuis le 29 mai, ils disposent de leur propre «Assemblée des Albanais de Suisse», sorte d'organisation faitière dont la constitution a été encoura-gée par les autorités fédérales. Elle est présidée par Orhan Spahiu, un étudiant de 28 ans. Le site *Albinfo*, lui, a été créé en octobre. Cette plate-forme d'informations sur l'actualité suisse et des Balkans est disponible en albanais, français et allemand. Réalisée en partenariat avec Edi-press, elle est soutenue par la Direc-tion du développement et de la coo-pération et la Commission fédérale pour les questions de migration.

Autre fait marquant: l'implica-tion grandissante d'Albanophones dans la vie politique suisse. Dans le canton de Lucerne, 180 Kosovars viennent de créer l'Association des Kosovars démocrates-chrétiens, in-tégrée à la section cantonale du PDC.



“On m’a dit: «Kimi, j’aime pas les Tamouls ni les Youyous, mais toi je t’aime bien.» J’essaie de prendre ce genre de phrase avec un certain recul,”

Bashkim Iseni
Directeur du site Albinfo



“Je suis devenu Suisse pour les enfants... Et j’ai quand même passé une bonne partie de ma vie ici,”

Ahmet Fetaj
Patron du restaurant Churrasco à Lausanne

C'est comme futur étudiant que Bashkim Iseni, né en Macédoine, de parents kosovars, est arrivé en Suisse en 1989, à l'âge de 18 ans. Il y a rejoint ses trois grands frères, qui travaillaient dans la restauration. Les premiers mois ont été durs. Son père, ouvrier de chantier, décède en Macédoine, sa mère ne rejoindra la famille en Suisse que bien plus tard et Bashkim, se rendant compte du privilège qu'il a de pou-voir faire des études, s'investit à 200%.

«Je ne faisais que ça.» Il enchaîne les diplômes: licence et maîtrise en sciences politiques à l'Université de Lausanne, master à l'Idheap, puis doctorat achevé en 2005. Aujourd'hui, il est directeur du site internet Albinfo, qui œuvre en fa-veur de l'intégration des Albano-phones, et travaille comme colla-

borateur scientifique pour le Forum suisse pour l'étude des mi-grations, de Neuchâtel. Il figure cette année sur la liste des 100 per-sonnalités qui font la Suisse ro-mande, désignées par *L'Hebdo*. Comme l'entrepreneur kosovar Avni Orrlati, l'an dernier.

«J'étais fan du cinéaste Emir Kus-turica, jusqu'à ce qu'il devienne na-tionaliste. Mon rêve était de faire une école de réalisateurs à Prague. Mais dès que je suis arrivé à Lau-sanne, j'en suis tombé amoureux!» raconte-t-il. Pour lui, les images né-gatives collées aux albanophones ont commencé à émerger dès 1992, «avec l'arrivée de jeunes, dé-boussolés, qui fuyaient l'armée». Une époque où la délinquance et les trafics de drogue ont pris l'as-censeur avec l'arrivée de ressortis-sants des Balkans. Lui-même dit ne

pas avoir trop souffert de stigmati-sations. «Pendant mes études, un camarade très à droite m'a quand même dit un jour: «Kimi, j'aime pas les Tamouls ni les Youyous, mais toi je t'aime bien.» J'essaie de prendre ce genre de phrase avec un certain recul.»

En arrivant en Suisse, Bashkim n'avait pas l'intention d'y rester. Vers la fin des années 90, il a com-mencé à réaliser, lorsqu'il rentrait au Kosovo, qu'il avait perdu ses re-pères. Et que voir le TJ suisse sur TV5 le rassurait presque. «Mais c'est vraiment depuis trois, quatre ans que je sais que ma vie est ici. Même si je vais plusieurs fois par année dans les Balkans. Je fais partie de la société suisse, mais je ne renie pas mon appartenance culturelle, bien au contraire.» Bashkim Iseni est naturalisé depuis 2007. **V. de G.**

«La Suisse nous a accueillis, nous ne l'oublierons jamais», as-sure Ahmet Fetaj à une table de son restaurant. Depuis 2006, il est pa-tron du Churrasco à Lausanne, qu'il avait acheté avec une associée deux ans plus tôt. Cent vingt cou-verts au sommet de la rue de Bourg, une institution locale de la viande grillée. Le Kosovar a gravi tous les échelons: à la plonge, lors-qu'il arrive à Genève en 1989, puis comme aide de cuisine, chef de cuisine, gérant associé... Lorsque l'ancien propriétaire des enseignes de Genève et Lausanne vend – la première est désormais fermée –, «il m'a dit: je veux que tu repren-es», raconte Ahmet Fetaj.

Né en 1965 à Gjakovë, près de l'Albanie, il débute comme ingé-nieur agronome. Sentant croître les tensions, il part seul à la fin de la

décennie 1980, laissant une pre-mière fille qui le rejoindra deux ans plus tard. Tout en faisant la vaisselle dans le restaurant de Ge-nève, il prend des cours de français. Passe les étapes des permis de sé-jour, «une démarche longue, c'est une procédure à suivre». Puis, il y a cinq ans, il obtient la naturalisa-tion. «Je l'ai fait pour les enfants... Et j'ai quand même passé une bonne partie de ma vie ici.» Parmi ses quatre enfants, deux filles font leur apprentissage au restaurant familial, l'une s'y occupe de la comptabilité.

Ahmet Fetaj ne se voit pas vrai-ment retourner au Kosovo, même s'il va s'y «reposer parfois, trois ou quatre jours». En Suisse, «le succès est possible, si l'on travaille, et il y a la sécurité». Ou presque: «L'instal-lation de gens venus d'Afrique qui

dealent, qui abordent les touristes durant la soirée, pose problème. On ne doit pas laisser tomber les rues.»

Il a lancé une pétition signée par d'autres restaurateurs de l'artère plutôt cossue, demandant des me-sures de la part de la Ville. Depuis cinq ans, il dit n'avoir voté «qu'une ou deux fois», et notamment en fa-veur de l'initiative contre les mi-narets, «car il ne faut pas aller trop loin». Il estime que, même si le dis-cours sur les étrangers «se radica-lise», «l'UDC n'est pas toute la Suisse». Et il dépeint «une commu-nauté bien développée dans le can-ton de Vaud, des gens qui gèrent de bonnes entreprises». D'autres en-seignes lausannoises cotées, dont l'Evêché et Le Cyrano, sont aussi tenues par des compatriotes.

Nicolas Dufour



“Je n’ai jamais senti la moindre ségrégation, ni comme femme, ni comme Kosovare. Mais mon beau-frère s’est vu refuser un appartement,”

Shqipe Shehu-Brovina
Psychiatre FMH, cheffe de clinique

“La volonté d’appartenance des Albanais de Suisse est forte. Il faut laisser le temps aux gens pour construire quelque chose qui vienne d’eux,”

Driton Kajtazi
enseignant à Yverdon



«J’ai les cheveux couleur miel.» Voilà comment se décrit Shqipe Shehu-Brovina, comme signe de reconnaissance pour notre rendez-vous. Elle est arrivée en Suisse en 1993. Son mari venait d’y décrocher un travail dans un bureau d’ingénieur. «J’étais encore étudiante en médecine à Pristina. J’ai terminé mes études, puis ai fait un postgrade ici en Suisse», raconte Shqipe Shehu-Brovina, 42 ans, autour d’un café. Aujourd’hui, elle est psychiatre et psychothérapeute FMH, thérapeute de famille et cheffe de clinique. Mais elle refuse de passer pour un «modèle d’intégration». «D’ailleurs, que veut dire ce mot?»

La psychiatre vient d’un milieu plutôt privilégié: son père, ingénieur, a occupé un poste élevé au sein du Ministère de l’éducation du Kosovo, et sa mère est institutrice. Aujourd’hui naturalisée, elle vit à Coligny, avec son mari et ses deux enfants de 14 et 5 ans. «J’ai eu la chance de connaître des gens extraordinaires qui m’ont ouvert des portes, qui m’ont donné envie d’aller plus loin. Je

n’ai jamais senti la moindre ségrégation, ni comme femme, ni comme Kosovare», dit-elle. Son beau-frère, chirurgien en pédiatrie à Lausanne, n’a, lui, pas eu cette chance. «On lui a refusé un appartement à Neuchâtel, parce qu’il était Kosovar. Malgré le fait qu’il soit médecin.»

Mais Shqipe Shehu-Brovina insiste: si elle a réussi, c’est surtout à force de travail et de persévérance. Tout ne s’est pas fait «tout seul». «Les premières années ont été intenses». Elle arrive sans maîtriser le français. Elle effectue d’abord un stage de chirurgie à Sierre (VS), travaille de 1998 à 2002 à l’hôpital de Perreux (NE), avant de retourner quelques mois au Kosovo, comme psychiatre, dans le cadre d’un programme de la Croix-Rouge suisse. Puis passe la procédure d’équivalence de diplôme. C’est en 2003 qu’elle et son mari ingénieur s’installent à Genève. Depuis, elle travaille aux HUG.

Tout semble leur réussir. Délaisent-ils dès lors leurs racines? «Pas du tout», répond Shqipe. «Nos origines

sont importantes. Nous parlons à nos enfants en albanais et retournons souvent au Kosovo, même si cela m’attriste de constater les difficultés économiques que traverse mon pays.» Une bonne partie de sa famille y vit. Durant la guerre, ses parents ont d’abord fui en Macédoine. «Les autorités suisses ne leur ont pas permis de venir ici. Ils sont donc partis en Belgique, mais sont retournés au Kosovo dès que la situation le permettait.»

Shqipe Shehu-Brovina, ceinture noire en karaté, travaille aussi avec des migrants et comme formatrice en thérapie de couple. Ses patients viennent de tous horizons et elle n’a pas plus d’albanophones que ses collègues sous prétexte qu’elle est elle-même Kosovare. L’image des Kosovars en Suisse? «N’ayant moi-même pas eu de problème, je porte peut-être un regard un peu biaisé sur cette question. Mais il est clair qu’il ne faut pas tous nous résumer à des réfugiés de guerre ou à des migrants économiques.» **V. de G.**

«Travailler dans la réflexion plutôt que dans le réflexe.» Driton Kajtazi a suffisamment l’habitude du public, voire de l’officialité, pour avoir travaillé ses formules.

L’Institut suisse d’études albanaises qu’il a fondé récemment – avec une série de personnalités suisses car il est aussi homme de réseaux – s’est donné d’emblée des buts culturellement ambitieux. Au programme: la publication d’un panorama de la communauté albanaise de Suisse, avec son bagage et sa richesse, ainsi que l’élaboration de modules pour l’étude de la langue albanaise, à destination des administrations, des hautes écoles ou des travailleurs sociaux. «Il ne suffit pas de faire des soirées kebab et fondue pour se connaître mieux.» Comme passeur de cultures, il a déjà œuvré. On lui doit l’édition dans sa langue d’un recueil de textes courts d’écrivains romands.

Il est aussi parmi les fondateurs d’une Association des auteurs

albanais en Suisse. «La langue, c’est ce qui relie notre communauté, éclatée sur le plan religieux et territorial.»

Pour la mise en valeur de la culture albanaise, Driton Kajtazi a de qui tenir. Son père, le journaliste et écrivain Mehmet Kajtazi, a signé dix-sept romans. «Mon père m’a laissé des livres et des amis», dit-il pieusement. A lui de faire briller son prénom de Driton, qui veut dire lumière et renvoie au fonds ancestral de la culture albanaise, avant l’islam.

Les amis du père ont aidé le fils, lorsqu’il est venu en Suisse en 1991, à l’âge de 21 ans, fuyant l’obligation du service militaire. Dans son pays, il était étudiant en médecine. A Lausanne, il bifurquera vers la pédagogie et la communication. Il a payé ses études en travaillant dans la cuisine d’un restaurant, aux Editions Rencontre, ou à la bibliothèque universitaire de Dorigny. En 1994, il crée l’Association des étudiants alba-

nais de Suisse, la première du genre en Europe.

Driton Kajtazi est devenu Suisse, vit à Lutry avec son épouse italo-suisse et enseigne le français et l’histoire biblique dans un établissement secondaire d’Yverdon-les-Bains.

«Le Kosovo est un chantier, dit-il, mais je suis confiant dans son avenir. Les écoles ont été fermées pendant huit ans pour cause de conflit, la première génération de l’après-guerre n’est pas encore sortie des études.» En Suisse, la communauté albanophone compte près de 300 000 membres, «c’est deux fois plus que la population lausannoise. Et 100 000 d’entre eux ont moins de 16 ans.»

Driton Kajtazi prend bien soin de dire les Albanais de Suisse, pas les Albanais en Suisse, tant il constate chez eux une forte volonté d’appartenance. «Il faut laisser le temps aux gens de construire quelque chose qui vienne d’eux.» **Yelmarc Roulet**

“Si vous écrivez sur moi et que ce sera lu par les Suisses, pouvez-vous remercier la population pour ce qu’elle a fait pour nous?,”

Memet Idrizi
Patron d’Alba Peinture



«Si vous écrivez sur moi et que ce sera lu par les Suisses, pouvez-vous remercier la population pour ce qu’elle a fait pour les Albanais et l’indépendance du Kosovo?» Il a insisté, en fin d’entretien, de même que pour payer le café; c’est donc dit. Memet Idrizi, 43 ans, a créé Alba Peinture en 1998. Ce peintre en bâtiment dirige désormais 20 employés, dont deux apprentis. Il a trois enfants – «le premier fait du piano, le deuxième du violon, le troisième du rugby» –, et il insiste: «Pendant toutes ces années, je ne me suis jamais senti victime de racisme. Personne n’a refusé de me donner la clé de son appartement en me disant que c’est parce que je suis Albanais.»

Il naît et fait ses écoles en Macédoine, pensant à des études d’ar-

chitecture. Le climat de «répression instauré par les Serbes», d’autant que l’un de ses six frères «fait un peu de politique», laisse penser que l’avenir est bouché. A 18 ans, «avec de l’argent de poche volé à mon père», il prend le train.

Bien qu’un frère fût déjà installé outre-Sarine, le choix de la Suisse, chez Memet Idrizi, a relevé du pur concours de circonstances: «Je pensais à l’Allemagne. A Innsbruck, on m’a dit que la Suisse était un bon endroit pour travailler. Mais je n’ai pas aimé Zurich. On m’a parlé de Genève. J’ai repris le train, et passé le tunnel de Chexbres, face à ce paysage, mon cœur s’est serré. Je me suis arrêté à Lausanne.» Après trois semaines de logements de fortune, quel-qu’un l’héberge. Travail sur les chantiers, sans permis. Puis un pa-

tron qui le déclare comme saisonnier. Valse des autorisations temporaires, jusqu’au permis C. Apprentissage, puis maîtrise fédérale. Et la création de l’entreprise. «Nous travaillons tout le temps, samedis et dimanches compris, pour soutenir la famille restée là-bas et être un peu tranquilles.»

Memet Idrizi a pris la nationalité suisse il y a cinq ans. Il vote «dans 50, 60% des cas. Je soutiens le cœur de l’argumentaire de l’UDC, mais pas ses dérapages. Il faut que la société marche, avec des règles. Que tout le monde contribue, pas qu’une moitié paie pour l’autre, qui ne participerait pas.» Le patron sillonne l’Europe pour sa passion, le golf. «En Suisse, il y a un savoir-faire. Le travail, pas le blabla.» Aucun retour en vue: «C’est mon pays ici. J’y ai mon air.» **N. Du.**



“Ce qui est difficile avec un nom comme le mien, c’est d’entrer dans le système. Après, lorsque tu as montré ce que tu sais faire, c’est plus aisé d’avancer,”

Ylfete Fanaj
Présidente de Second@s Plus, députée socialiste du parlement lucernois

Quand on l’interroge sur son parcours, Ylfete Fanaj s’empresse de préciser: «Je ne suis pas la seule et j’aimerais que l’on parle de tous les Albanais, pas seulement de ceux qui soi-disant réussissent.» A 29 ans, cette Lucernoise a l’habitude de la scène publique. Présidente de Second@s Plus, l’association qui représente les Suisses issus de l’immigration, elle est depuis avril, élue socialiste du parlement cantonal lucernois. Après avoir siégé dans celui de la ville.

Chez cette jeune femme, originaire du Kosovo, qui vient de boucler son bachelier en travail social, l’engagement politique a ses racines dans une certaine «frustration». Les premières discussions remontent à ses années d’école. «Nous débattions de sujets politiques et à chaque fois je me rendais

compte que, adulte, je risquais de ne pas avoir le droit d’exprimer mon opinion.»

Elle a 9 ans lorsqu’elle arrive à Sursee, en provenance de Prizren. Son père travaillait déjà en Suisse, comme saisonnier, et sa mère l’avait rejoint en 1990. «J’étais restée au Kosovo chez ma grand-mère avec ma sœur pour suivre l’école mais la situation a empiré.» Ylfete Fanaj raconte avec le sourire mais au détour des phrases laisse comprendre que son cursus scolaire a aussi été le temps d’un combat. «Au début, la confiance me faisait défaut. En primaire, j’ai obtenu de bonnes notes. J’hésitais à commencer le gymnase mais mon professeur a estimé que mes connaissances en allemand n’étaient pas suffisantes.» Or, c’est la lecture, notamment de la littérature alle-

mande, qui lui donne envie de s’accrocher. Elle fait son apprentissage de commerce et une maturité professionnelle.

Elle explique son élection au parlement par son engagement sur le terrain, son contact avec les gens, «souvent oublié». Engagée dans le service d’intégration de Nidwald, la Lucernoise veut reprendre des études, celles de droit, à l’automne. «Avant cela, je vais à Paris pour améliorer mon français. La Suisse n’exploite pas suffisamment son plurilinguisme.» Malgré des mails d’électeurs parfois agressifs, elle garde des ambitions. «J’aimerais que cela devienne une évidence que des immigrés albanais ont envie de s’investir pour le bien de la Suisse. Pas que cela paraisse si extraordinaire que l’on en fasse un article.» Rires. **Anne Fournier**